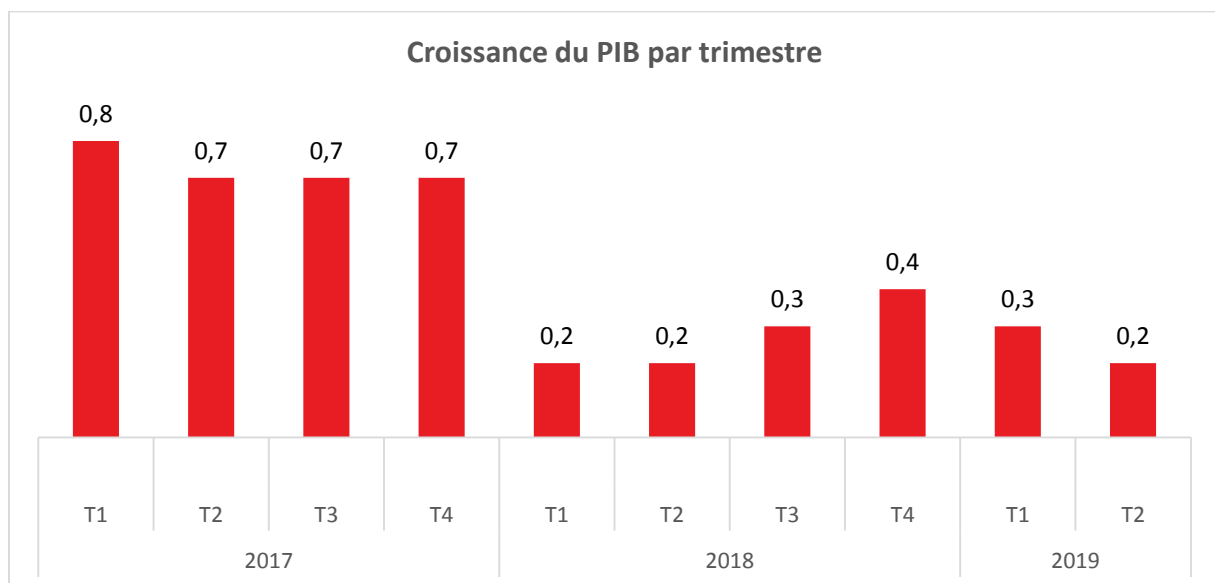


COMMUNIQUÉ DE PRESSE**La croissance française fait du surplace**

Analyse de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne

L'économie française continue de croître mais à un rythme d'escargot. Après avoir enregistré un gain de 0,3 % au premier trimestre, le PIB ne s'est accru que de 0,2 % au deuxième. Ce résultat en demi-teinte est imputable à la faiblesse de la consommation qui n'a augmenté que de 0,2 % contre +0,4 % au premier trimestre. Avec ce résultat, l'objectif de croissance de 1,4 % sur l'ensemble de l'année semble de plus en plus hors d'atteinte. Une révision à la baisse à 1,2 % est probable, avec à la clef, un risque de dérapage du déficit public.



Source : INSEE

L'épargne avant la consommation

Les Français restent toujours très prudents en matière de dépenses de consommation. Le rebond après la crise des « gilets jaunes » ne s'est pas réalisé. En effet, au premier trimestre, la progression de la consommation avait été jugée faible, +0,4 %. Malgré les gains de pouvoir d'achat, primes défiscalisées, versement anticipé des réductions d'impôt, amélioration de certains minima sociaux, etc., les ménages n'ont pas accru leurs dépenses. Ils ont préféré épargner comme l'indique le montant élevé des collectes nettes du Livret A (+11,57 milliards d'euros) et de l'assurance vie (+15,1 milliards d'euros). Le montant des dépôts à vue a été multiplié par deux en douze ans. Les Français, face à la multiplication des incertitudes économiques,

tensions commerciales sino-américaines ou le Brexit demeurent très prudents et reportent leurs achats de biens durables. L'achat de véhicules neufs est ainsi en retrait au cours du premier trimestre. Dans ces conditions, il est assez logique que la production manufacturière soit orientée à la baisse (-0,4 % au deuxième trimestre contre +0,5 % au premier). La production a été, de ce fait, portée par les services qui ont connu une progression de 0,5 %.

L'investissement des entreprises en hausse

La bonne nouvelle des résultats de la croissance du deuxième trimestre provient de l'investissement qui augmente de 0,9 % contre +0,5 % au premier trimestre. Cette progression est imputable aux entreprises dont les investissements sont en hausse de 1,2 % après +0,7 %. Elles se sont équipées en matériel informatique et de télécommunication afin de compenser le retard accumulé en la matière ces dernières années. L'investissement des ménages a enregistré une petite croissance de 0,1 % stable par rapport à celle du premier trimestre.

Gage d'amélioration de la compétitivité de notre économie, la hausse de l'investissement traduit la confiance maintenue des chefs d'entreprise dans la croissance de l'économie française.

Le commerce extérieur neutre pour la croissance

Dans un contexte de ralentissement du commerce international, le commerce extérieur de la France n'a pas pesé sur le cours de l'économie française. La croissance des importations s'est ralentie passant de 1,1 % à 0,1 % du premier au deuxième trimestre. Les exportations ont de leur côté cru au même rythme, +0,2 %. La contribution à la croissance du PIB a été neutre quand elle avait été négative de 0,3 point au premier trimestre. La France est moins touchée que certains de ses partenaires dont l'Allemagne par le ralentissement des échanges extérieurs du fait du poids plus faible de son industrie.

Les variations de stocks ont joué négativement

Au deuxième trimestre, les entreprises ont réduit leurs stocks. Ces derniers ont ainsi pesé sur la croissance, -0,2 % contre +0,3 % au premier trimestre.

Un deuxième semestre plus porteur ?

Les ménages, avec l'amélioration de leur pouvoir d'achat, +2,5 % attendu en 2019, soit la plus forte hausse enregistrée depuis 2007, devraient reprendre le chemin de la consommation au cours du deuxième semestre. En effet, depuis plusieurs années, les comportements des ménages diffèrent d'un semestre à l'autre. Au cours du premier, les Français épargnent quand, au cours du second, du fait des vacances, de la rentrée scolaire ou des fêtes de fin d'année, ils dépensent davantage.

Pour expliquer l'atonie des dépenses, il faut prendre en compte le fait que les ménages sont toujours dubitatifs en cas d'augmentation soudaine de leur pouvoir

d'achat considérant que cette situation ne soit pas amenée à perdurer. Ils craignent que les pouvoirs publics leur reprennent d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. Il en est de même en matière d'inflation. Après plusieurs mois de hausse des prix durant l'année 2018, ils intègrent lentement la désinflation. Il est à noter également que l'indice de confiance des ménages qui avait fortement baissé entre la fin de l'année 2018 et le printemps 2019 est à nouveau en hausse.

**

*

La poursuite de l'amélioration de la situation de l'emploi pourrait jouer positivement en faveur de la croissance d'ici le mois de décembre. Si dans les années 80/90, il fallait un taux de croissance de 2 % pour créer des emplois, désormais, une faible croissance suffit. Cette situation est liée à la tertiarisation de l'économie et à la plus grande flexibilité de notre marché du travail. La décrue du chômage est également facilitée par les nombreux départs à la retraite.

Contacts presse :

Sarah Le Gouez
06 13 90 75 48
slegouez@cercledelepargne.fr